



**iisd** Reporting  
Services

# Bulletin du Forum de partenariat des FIC de 2010

Un rapport journalier du Forum de partenariat des Fonds d'Investissement Climatiques de 2010  
Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)  
en collaboration avec le Groupe de la Banque Mondiale

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/CLIMATE/CIF2010/](http://www.iisd.ca/ymb/climate/cif2010/)  
ÉDITION #1, VOLUME 172, No. 1, VENDREDI, 19 MARS 2010



## LES FAITS MARQUANTS DU FORUM DE PARTENARIAT DES FIC DE 2010 JEUDI, 18 MARS 2010

Le Forum de partenariat des Fonds d'Investissement Climatiques (FIC) de 2010 s'est ouvert jeudi le 18 mars 2010, au siège social de la Banque Asiatique de Développement (BAD) à Manille, Philippines. Le matin, une séance plénière d'ouverture s'est tenue, suivie d'une présentation plénière et du Dialogue des parties prenantes. L'après-midi, des sessions parallèles ont été tenues sur les Fonds pour les Technologies propres (FTP) et sur le Programme d'Investissement des Forêts (PIF).

### SEANCE PLENIERE D'OUVERTURE

Katherine Sierra, coprésidente et vice-présidente du Forum, Réseau du développement durable, Banque Mondiale, a ouvert le Forum de partenariat de 2010. Naderev Saño, Philippines, a été élu coprésident du Forum. Haruhiko Kuroda, président de la BAD a indiqué que les réponses au changement climatique devraient outre passer les barrières en termes de connaissance, et nécessitent des partenariats étendus entre les organisations, secteurs et frontières.

Heherson Alvarez, Commissaire et vice-président, Commission nationale philippine sur les changements climatiques, Philippines, a indiqué que, même si les 6 milliards \$ US promis jusqu'ici étaient impressionnants, cette quantité est minuscule comparée aux centaines de milliards de dollars US qui sont requis.

Preety Bhandari, du Secrétariat de l'UNFCCC, a souligné le besoin de coopération financière à long terme, notant que des canaux financiers existants et nouveaux devront être employés, sans compromettre le rôle central du processus de négociation multilatérale.

La coprésidente Sierra a présenté un aperçu du contexte du FIC, mettant l'accent sur ses deux fonds : les Fonds pour les technologies propres (FTP) et les Fonds stratégiques pour le climat (FSC), et a expliqué que le but du Forum de partenariat des FIC 2010 est de partager l'expérience acquise lors de la mise en fonction des FIC jusqu'à maintenant, et de prendre des mesures afin de combler des lacunes là où elles existent.

### DIALOGUE DES PARTIES PRENANTES PRÉSENTATION EN SEANCE PLENIÈRE : REGARDER VERS L'AVENIR POUR TIRER DES LEÇONS DES FIC : THEMES D'APPRENTISSAGE ÉMEGEANTS :

Ann Quon, BAD, a modéré cette session. James Radner, Université de Toronto, a présenté un résumé d'une étude entreprise sur l'expérience acquise lors de la conception des FIC et des premières activités qui y sont reliées. Il a dit qu'on tente d'accomplir beaucoup et rapidement avec les FIC, et que cette connaissance doit être « utilisable » par ceux qui travaillent sur les thèmes du climat et du développement.

Radner a discuté, entre autres, des changements transformationnels, incluant : l'intégration de l'expertise pour trouver les solutions efficaces ; l'expérimentation avec des idées novatrices permettant de supprimer les barrières et d'établir des programmes reproductibles ; et le financement concessionnel pour attirer des investisseurs. Il a également examiné : l'alignement des objectifs du climat et du développement ; la rapidité et l'étendue des FIC ; et comment rendre possibles les relations et la confiance entre les parties prenantes.

**DÉBAT DES PARTIES PRENANTES DES FIC :** Zaheer Fakir, Afrique du Sud, a souligné que les FIC non seulement stimulent l'investissement dans les technologies propres, mais en plus augmentent les capacités en terme de développement,

notamment au sein des communautés rurales. Au sujet des défis, Fakir a noté l'insuffisance des connaissances des FIC, en particulier parmi les parties prenantes non directement impliquées dans le processus, et a plaidé pour la création de mécanismes permettant d'entendre la voix d'un plus large éventail de parties prenantes.

Bhola Bhattarai, de la Fédération des usagers de forêts communautaires du Népal (FECOFUN), a noté le manque de clarté au sujet du rôle de la société civile et des autres observateurs, et a plaidé pour, entre autres : une emphase et un soutien accentué pour les pays et les communautés vulnérables ; et l'équité dans l'usage des fonds et la prise de décision.

Juan Carlos Juntiaich, Coordination des Organisations Autochtones du Bassin Amazonien (COICA), a réclamé l'échange accru entre les peuples autochtones et les banques de développement multilatérales (BDM), a souligné l'importance de la gestion traditionnelle des forêts, et a proposé que différents groupes aient l'occasion de mettre en place leurs propres programmes en vertu des FIC.

Vicky Seymour, UK, a dit que les FIC devraient être des institutions permettant l'apprentissage. Invitant les Comités Trust Funds à écouter les discussions et les propositions, elle a souligné la nécessité d'accélérer les processus sans toutefois perdre l'approche étendue, de permettre un accès plus facile pour les parties prenantes, et d'engager le secteur privé dans la conception de programme.

Barbara Black, Conseil mondial du développement durable, a souligné le besoin : d'atteindre le secteur privé globalement, en particulier dans les pays en voie de développement ; d'impliquer le secteur privé en concevant des fonds d'investissement et des plans d'investissement nationaux ; et de combler les lacunes en matière de connaissance sur des questions telles que la soumission des propositions et l'accession aux fonds.

Smita Nakhooda, World Resources Institute, a souligné que de nouvelles façons de concentrer l'expertise collective sont nécessaires. Elle a dit que les FIC s'attaquaient à ce qui constitue le changement climatique et ce qui constitue le développement, et indiqué les liens entre les deux, de même que le futur des finances concernant le climat et le vide qu'ils peuvent remplir. Elle a noté le rôle principal de l'engagement créateur permettant de surmonter les barrières en terme de politique et de gouvernance.

Warren Evans, Banque Mondiale, a remarqué que, entre autres : les FIC ont exigé une approche d'engagement différente de celle du travail typique en développement ; les peuples autochtones vivent selon des frontières différentes de celles établies par les gouvernements ; et l'ordre du jour en terme de changements climatiques a réuni la MDB plus efficacement. Regardant vers le future, Evans a demandé, entre autres : comment l'expérience acquise peut être optimisée en temps réel ; et comment les messages principaux des FIC peuvent atteindre le système de l'ONU et ceux qui développeront les grands fonds, tels que les Fonds Verts.

**DÉBAT EN SEANCE PLENIÈRE :** La Fondation harmonie mondiale a souligné que l'exécution des FIC ne devrait pas être séparée du cadre général de l'ONU. Le Conseil National du changement climatique indonésien a remis en cause l'emphase mise sur l'atténuation, accentuant les besoins pressants d'adaptation dans la plupart des pays en voie de développement. Radner a indiqué que l'adaptation est en soi un processus plus lent, et a suggéré que le processus des FIC puisse permettre de tirer rapidement des leçons des expériences actuelles. Evans a indiqué l'insuffisance de l'information sur les impacts des changements climatiques, et a expliqué que le PPCR a pour objectif d'aider les pays à intégrer les considérations de résilience face aux changements climatiques dans le processus de développement.

Le Bulletin du Forum de partenariat des FIC de 2010 est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs des Bulletins de Négociations de la Terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé par Tomilola "Tomi" Akanle, Leila Mead, et Simon Wolf. L'Éditeur numérique est Francis Dejon. Traduction française par Sandra Gagnon. L'Éditrice en chef est Robynne Boyd <robyne@iisd.org>. Le Directeur du Service des informations de l'IIDD est Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Groupe de la Banque Mondiale. IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6e étage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont envoyées par courriels aux listes de distributions (dans les formats HTML et PDF) et peuvent être disponibles sur le site Web de l'IIDD, Service d'Information, <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 or 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA. L'équipe du IIDD couvrant le Forum de partenariat des FIC de 2010 est joignable par courriel à <leila@iisd.org>.

Se référant à la présentation de Radner, un représentant d'une ONG a déploré le manque de participation de la société civile dans la conception des programmes nationaux. Radner a suggéré l'établissement de forum régional pour rassembler les parties prenantes et les gouvernements sous une forme moins centralisée, et a indiqué que les FIC peuvent contribuer au partage des expériences entre les différents pays.

Greenpeace a dit que les BMD essaient maintenant de résoudre les problèmes qu'ils ont contribué à créer, y compris ceux liés au développement de combustible fossile et aux forêts. Elle a soulevé la question de la concordance au sein de la Banque Mondiale, et a demandé ce que la Banque fait pour assurer que des interventions des FIC ne sont pas contrecarrées par d'autres projets financés par la Banque. La coprésidente Sierra a répondu que les ordres du jour de développement durable et des changements climatiques sont maintenant des forces motrices diffusant dans le travail de toute la Banque, bien que des résultats ne soient pas encore visibles. Elle a dit que dans le passé, le but de la banque était d'augmenter l'accès à l'énergie, sans prendre en considération différentes technologies, mais maintenant l'objectif a changé et la quantité de programmes d'énergie renouvelable a plus que triplé. Notant les défis concernant le secteur de forêt, elle a dit que la Banque vise à réduire les impacts sur la biodiversité et à diminuer les émissions de gaz participant à l'effet de serre.

L'ONG « Forum on the ADB » soutient que l'étude de Radner commence avec une assumption erronée en faisant coïncider la propriété d'un pays avec la propriété de son gouvernement. Les participants ont également soulevé des questions en référence, entre autres : au fait que les pays à revenu moyen soient maintenus hors du processus ; au manque d'emphase mis sur la justice en terme de climat dans le processus des FIC ; à savoir si d'autres organismes, sans compter les gouvernements, peuvent recevoir les fonds ; aux politiques claires de financement qui assurent des capitaux propres dans les flots de placement ; aux investissements conformes et soutenables, plutôt que les investissant suivant le cours du pétrole et de d'autres matières premières.

## SÉANCE SUR LES FTP

### FONDS POUR LES TECHNOLOGIES PROPRES

Environnement favorable : Incitations, uniformité et transparence : Cette session a été modérée par Shilpa Patel, International Finance Corporation (IFC). Elle a expliqué que l'objectif du comité est de permettre au secteur privé de discuter des moteurs et contraintes à l'investissement pour les technologies propres.

Frank Fass-Metz, Coopération au développement allemande (GTZ), a souligné que le FTP peut contribuer à surmonter les barrières d'investissement en permettant le développement des politiques environnementales, sectorielles et encourageantes de normalisation favorisant les technologies propres. Marcondes Moreilla de Araujo, Brésil, a décrit certains efforts de son pays pour créer un environnement permettant les technologies propres, telles que la Politique nationale sur le changement climatique, qui inclut l'objectif d'augmenter la part de l'énergie renouvelable dans la matrice énergétique globale du pays. Jean-Pascal Tranié, Fonds privés de capitaux propres d'Aloé, a souligné le besoin de développer et d'appliquer des domaines de normalisation efficaces. Gary Pienaar, Institut pour la démocratie en Afrique, a mis l'accent sur un environnement politique clair et un ordre du jour national convenu et ambitieux comme éléments constitutifs d'un environnement favorable.

Au cours de la discussion suivante, le Sénégal a noté les conséquences sociales de l'énergie verte, déclarant que dans plusieurs pays africains, la production de charbon demeure l'option au moindre coût, alors que l'énergie verte est très chère. Le Honduras a souligné la nécessité de changer les attitudes et le comportement des utilisateurs d'énergie et du secteur privé. En réponse, Pienaar a indiqué qu'en Afrique du Sud, des incitations sont données pour favoriser un changement vers l'énergie renouvelable, et a cité l'exemple des négociations actuelles des FTP pour subventionner le coût d'un million de chauffe-eau solaires en Afrique du Sud. L'Égypte a noté que lors des transferts de technologie, la convenance de telles technologies pour les pays spécifiques devrait être prise en compte. La Tanzanie a indiqué la nécessité de considérer la sécurité alimentaire et l'environnement lors des discussions sur les technologies propres.

**Accès au financement :** Créer des modèles soutenables financièrement : Masatsugu Asakawa, Japon, a souligné la nécessité de mobiliser le financement privé pour favoriser les technologies générant de faibles émissions de carbone en fournissant des incitations telles que des prêts concessionnels par l'intermédiaire du financement public. Özgür Pehlivan, Turquie, a indiqué le manque de prêt approprié, les capacités techniques limitées et les fausses d'idées concernant les risques

et avantages des technologies propres comme barrières au marché. Michael Gurin, Sol Xorce, a mentionné que son entreprise d'énergie solaire a essayé de créer un produit et une technologie qui ne dépend pas des règles, vu que celles-ci tendent à empêcher la croissance. La Banque africaine de développement a présenté l'expérience acquise au cours de la préparation du plan d'investissement du Nigéria.

Dans la discussion suivante, un participant a souligné l'importance d'assurer d'abord l'engagement financier du secteur public avant de considérer la participation de secteur privé, qui est souvent volontaire et imprévisible. Notant le besoin d'équilibre entre le financement privé et public, Asakawa a déclaré que le financement public n'est pas nécessairement plus prévisible que le financement privé.

### PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES FORÊTS

Collaboration institutionnelle en vue de REDD+ au niveau national : Cette session a été modérée par Hosny El Lakany, Université de Colombie-Britannique. Werner Kornel, Banque Mondiale, a accentué la cohérence du PIF avec le Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) dans leur contribution pour la préparation et le renforcement des capacités, et l'augmentation des paiements du carbone. Kaveh Zahedi, PNUÉ, a indiqué que les investissements du PIF peuvent être efficace seulement si des conditions de pré-investissement, telles qu'enlever les barrières, ont été remplies. Gustavo Fonseca, GEF, a proposé que le PIF puisse permettre de tirer des leçons en ce qui concerne : l'augmentation de la protection des forêts pour de larges secteurs ; les contraintes au renforcement des capacités ; les impacts possibles sur le terrain ; et l'amplification des investissements privés. Juan Carlos Jintiaich, COICA, a réclamé la reconnaissance accrue des peuples autochtones qui conservent les forêts, et a indiqué leurs efforts dans le partage de la connaissance. Hadi Pasaribu, Indonésie, a indiqué que le PIF peut faciliter des activités de préparation au REDD+ sur le terrain. Soulignant que le défi principal est de créer les canaux qui peuvent absorber les placements REDD+ disponibles, Andreas Dahl-Jørgensen, Norvège, a réclamé un processus légitime et transparent, qui inclut les pays intéressés, la société civile et les peuples autochtones.

Les participants se sont alors réunis par groupes et ont travaillé sur les besoins, entre autres : de soutenir les communautés locales et les peuples autochtones dans l'élaboration des stratégies nationales de PIF ; d'une approche holistique de REDD+ ; d'une coordination accrue des pays ; de transparence dans le partage des bénéfices dérivant de REDD+ ; d'accroître les investissements privés ; et de soutien des activités économiques forestières. Les participants ont également posé des questions au comité concernant la coordination du REDD de l'ONU, du FCPF et du PIF.

PIF et l'augmentation des activités REDD+ au niveau national: Bhola Bhattacharai, FECOFUN, a partagé l'expérience acquise lors de la création d'un forum multi-stakeholder REDD+ au Népal. Donald Kanak, WWF, a réclamé de plus grands efforts dans la création de sources des financements additionnelles, proposant que le secteur privé ait besoin de cohérence dans les mécanismes et de la certitude concernant une future demande. Thaïs Linhares Juvenal, Brésil, a indiqué qu'atteindre les divers objectifs de REDD+ exige différentes formes de fonds et d'instruments financiers, et a proposé que le PIF puisse jouer un rôle fondamental en mixant les fonds publics et privés. Marco Antonio Fujihara, Key Associados, a proposé que le PIF puisse agir en tant qu'initiative de départ en créant des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et en fournissant une perspective d'investissement.

Durant la discussion suivante, UN-REDD a demandé comment s'assurer que l'investissement à grande échelle du PIF n'évince pas le secteur privé ou ne subventionne pas les investissements qui auraient eu lieu de toute façon. Juvenal a indiqué qu'il n'existe aucun risque d'encombrement de ce type au Brésil, dû à la participation très faible de secteur privé dans les forêts brésiliennes. Un participant a demandé si le Népal a intégré des considérations du changement climatique dans la sylviculture communautaire et si des indicateurs pour surveiller de tels projets ont été développés. Répondant à une question, Juvenal a indiqué que bien que les projets de conversion soient attrayants pour l'investissement, les coûts d'opportunité de la conversion devraient être considérés. Elle a proposé que des paiements devraient être effectués pour des unités de stocks de carbone au lieu des unités de réductions des émissions.

## RESUME DU FORUM DE PARTENARIAT DES FIC DE 2010

Le résumé du Services d'information de l'IIDD du Forum de partenariat des FIC de 2010 sera disponible le lundi 22 mars 2010 à : <http://www.iisd.ca/ymb/climate/cif2010/>